



AFRIQUE/REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE - Appel des responsables religieux : « il est du devoir de l'Etat de protéger ses ressortissants, chrétiens et musulmans »

Bangui (Agence Fides) – « Il faut que la République centrafricaine soit un Etat laïc, que tous les citoyens soient égaux devant la loi (...) Il est du devoir de l'Etat de protéger ses ressortissants, chrétiens et musulmans ; cela n'appartient pas aux milices ou à des groupes armés » ont réaffirmé l'Archevêque de Bangui, S.Exc. Mgr Dieudonné Nzapalainga, et l'imam Oumar Kobine Layama, Président de la Communauté islamique centrafricaine au terme de leur visite à Paris. C'est ce qu'indique le site Internet du quotidien français La Croix.

Les deux responsables religieux ont parcouru l'Europe ensemble afin d'attirer l'attention sur le drame que vit la République centrafricaine, actuellement en proie à la guerre civile.

L'Archevêque de Bangui et l'imam en question ont rappelé que, depuis le 15 décembre 2012, en compagnie du pasteur Nicolas Guerékoyame Gbangou, Président des églises évangéliques, ils ont constitué une plateforme interconfessionnelle afin de calmer les tensions et d'éviter l'aggravation du conflit, en formant des prêtres, des pasteurs et des imams aptes à créer des mécanismes de dialogue et de médiation.

Face aux violences de la dernière année, violences qui ont impliqué les différentes communautés du pays, Mgr Nzapalainga reconnaît que, « pour arriver à cette situation, il a fallu que la religion soit fortement instrumentalisée ». Mais les deux responsables religieux dénoncent le fait que cela a pu avoir lieu notamment grâce à la présence dans les rangs de la Seleka de mercenaires provenant du Tchad et du Soudan qui ont brimé la population chrétienne centrafricaine. Ceci a créé à son tour des ressentiments à l'encontre des musulmans locaux, considérés en quelque sorte comme des complices des rebelles de la Seleka. Cependant Mgr Nzapalainga affirme que les communautés musulmanes elles-mêmes étaient prisonnières. « Face à des hommes armés, vous êtes impuissants ».

L'Archevêque a conclu en lançant une alarme concernant la possibilité que la Centrafrique attire des djihadistes provenant d'autres parties du monde : « Certains extrémistes, en Afghanistan ou en Somalie, n'attendent qu'un mot pour se précipiter en Centrafrique. C'est aussi pour cela qu'il faut protéger les musulmans locaux ». (L.M.) (Agence Fides 31/01/2014)